

## 13.3 Dépense publique

En 2011, la part des **dépenses publiques** dans le PIB diminue de 0,6 point à 56,0 %. Le poids de la **dette publique au sens de Maastricht** dans le PIB progresse de 3,7 points pour s'établir à 86,0 %. Le **besoin de financement des administrations publiques** centrales et locales baisse à nouveau, tandis que celui des administrations de sécurité sociale se réduit significativement.

Les dépenses des administrations publiques centrales reculent de 5,7 % en 2011, en raison de moindres transferts de l'État aux collectivités locales liés à la réforme de la taxe professionnelle. Les **consommations intermédiaires** sont en forte baisse du fait des faibles livraisons de matériels militaires. Les rémunérations augmentent de 1,2 %, sous l'effet du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite pour l'État et du gel du point d'indice de la fonction publique. Les **prestations sociales** augmentent quant à elles de + 3,1 %. En revanche, l'**investissement** est en baisse (- 8,5 % après - 9,8 % en 2010). Enfin, les intérêts versés progressent de 9 %, en raison de l'augmentation de la dette et de la hausse de l'inflation.

Pour les **administrations publiques locales**, la hausse des dépenses est liée à un rebond des dépenses d'investissement en 2011 (+ 2,3 %, après - 6,7 % en 2010), après l'effort important consenti en 2010 pour ramener les budgets locaux à un niveau proche de l'équilibre. En revanche, la masse salariale augmente moins vite, principalement sous l'effet du gel du point d'indice de la fonction

publique et de la fin des transferts de personnel. Enfin, le rythme d'évolution des prestations sociales reste soutenu en 2011, bien que ralenti (+ 2,4 %, après + 9,9 % en 2010).

Les dépenses des administrations de sécurité sociale ralentissent légèrement (+ 3,2 %, après + 3,6 % en 2010). Ceci est dû notamment au repli des prestations d'assurance chômage (- 0,3 % après une hausse de + 7,6 % en 2010), en lien avec la situation du marché du travail. Les prestations vieillesse continuent en revanche d'augmenter à un rythme soutenu (+ 4,0 %) : la réforme des retraites de 2010 entraîne certes une diminution des départs en retraite à partir de juillet 2011, mais la revalorisation des **pensions** est nettement plus élevée en 2011 qu'en 2010. Par ailleurs, les prestations familiales et de logement évoluent de façon plus dynamique (+ 1,9 %), en raison de la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations. Enfin, l'objectif de dépenses d'assurance maladie, construit sur la base d'une évolution des dépenses de 2,9 %, serait respecté en 2011 pour la deuxième année consécutive.

En 2011, les dépenses totales des administrations publiques au sein de l'Union européenne à 27 représentent 49,1 % du PIB. Dans trois États membres, le niveau des dépenses s'est établi à plus de 54 % du PIB (Danemark, France, Finlande), alors qu'il est inférieur ou égal à 40 % en Lettonie, en Estonie, en Slovaquie, en Roumanie, en Lituanie et en Bulgarie. ■

### Définitions

**Administrations publiques** : ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

**Dépenses publiques** : dépenses de l'ensemble des administrations publiques.

**Administrations publiques locales, capacité et besoin de financement, consommation intermédiaire, dette publique notifiée (ou dette publique au sens de Maastricht), investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF), pension de retraite, prestations sociales (ou transferts sociaux)** : voir rubrique « définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « Projet de loi de finances pour 2013 – rapport sur la dépense publique et son évolution », ministère de l'Économie et des Finances, octobre 2012.
- « Les comptes des administrations publiques en 2011 », *Insee Première* n° 1400, mai 2012.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2012.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

## Principales dépenses par administrations publiques en 2011

	Adm. publiques centrales (y compris État)		État		Adm. publiques locales		Adm. de sécurité sociale		Adm. publiques <sup>2</sup>	
	en Mds d'euros	2011/10 en %	en Mds d'euros	2011/10 en %	en Mds d'euros	2011/10 en %	en Mds d'euros	2011/10 en %	en Mds d'euros	2011/10 en %
Consommations intermédiaires	34,9	- 10,4	23,6	- 14,8	49,4	3,0	25,2	0,3	109,5	- 2,3
Rémunérations des salariés	133,7	1,2	116,2	0,1	70,3	2,4	59,6	1,7	263,7	1,6
Intérêts	44,8	9,0	45,1	9,3	3,4	25,0	5,1	40,3	52,6	12,0
Prestations sociales <sup>1</sup>	70,2	3,1	63,0	3,1	12,7	2,4	306,4	3,1	389,4	3,1
Formation brute de capital fixe	10,2	- 8,5	5,0	- 15,4	43,3	2,3	7,9	13,6	61,4	1,6
<b>Ensemble des dépenses<sup>1</sup></b>	<b>446,7</b>	<b>- 5,7</b>	<b>414,3</b>	<b>- 8,8</b>	<b>234,4</b>	<b>2,3</b>	<b>531,8</b>	<b>3,2</b>	<b>1 118,7</b>	<b>2,1</b>

1. En espèces et en nature.

2. Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés. La somme des dépenses des secteurs est donc supérieure à celle de l'ensemble des administrations publiques.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Différents postes de dépenses des administrations publiques

	2010		2011		en milliards d'euros	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Consommations intermédiaires	112,0	109,5			32,3	29,6
Rémunération des salariés	259,4	263,7			63,5	64,9
dont cotisations sociales imputées	37,6	39,2			13,9	14,6
Impôts sur la production	9,3	9,5			<b>605,3</b>	<b>620,3</b>
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	0,1	0,1			60,4	61,4
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>381,0</b>	<b>382,9</b>			2,0	1,6
<b>Intérêts</b>	<b>47,0</b>	<b>52,6</b>			<b>62,4</b>	<b>63,0</b>
Prestations sociales <sup>1</sup>	377,7	389,4				
Transferts sociaux en nature <sup>2</sup>	117,9	121,9			<b>1 095,6</b>	<b>1 118,7</b>
Subventions						
Transferts courants						
Transferts en capital						
<b>Prestations et autres transferts</b>						
Formation brute de capital fixe						
Autres acquis. nettes d'actifs non financiers						
<b>Acquisitions nettes d'actifs non financiers</b>						
<b>Total des dépenses</b>						

1. Autres que transferts sociaux en nature.

2. Transferts de biens et services marchands.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Emplois ministériels autorisés en 2012

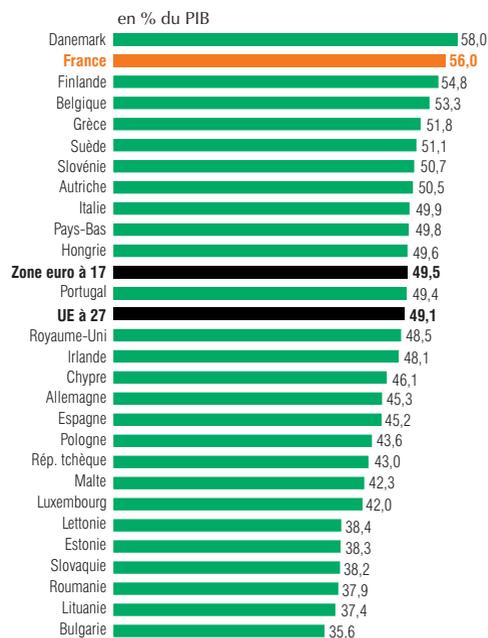
Ministères	Solde des créations et suppressions de postes <sup>1</sup>	Plafond des autorisations d'emplois <sup>1</sup>
Affaires étrangères et européennes	- 94	15 024
Alimentation, agriculture, pêche, ruralité <sup>2</sup>	- 551	31 812
Budget, comptes publics et réforme de l'État	- 2 973	139 495
Culture et communication	- 100	11 014
Défense et anciens combattants	- 7 821	293 198
Écologie, dev. durable, transports et logement	- 1 313	60 305
Économie, finances et industrie	- 259	14 005
Éducation nationale, jeunesse et vie associative	- 15 234	953 356
Enseignement supérieur et recherche	0	17 298
Intérieur, outre-mer, coll. territoriales et immigration	- 2 232	280 534
Justice et libertés	615	76 887
Travail, emploi et santé	- 441	21 184
Services du Premier ministre	52	9 224
<b>Budget général</b>	<b>- 30 351</b>	<b>1 923 336</b>
Contrôle et exploitation aériens	- 145	11 151
Publications officielles et information adm.	- 16	834
<b>Budgets annexes</b>	<b>- 161</b>	<b>11 985</b>
<b>Total État</b>	<b>- 30 512</b>	<b>1 935 321</b>

1. En équivalent-temps plein travaillé (ETPT).

2. Y compris aménagement du territoire.

Source : ministère du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'État.

## Dépenses des administrations publiques au sein de l'Union européenne en 2011



Source : Eurostat.